

une définition de la sécurité collective et du contexte de son apparition : après la 1re GM.

une critique sévère de la SC

Que faire ? L'auteur plaide pour la prudence, qui

La sécurité collective et ses limites

consiste à

– analyser les situat° concrètes  
– agir avec modération.

## 1928 : le pacte Briand-Kellogg

Aron dresse un bilan très négatif de la SDN

Le pacte de Locarno (1925) était un pacte de sécurité collective (non agression) entre F, I, Allemagne (régime de Weimar) et RU.

Depuis 1962, le droit international a progressé. Il y a, par exemple, le tribunal arbitral de La Haye, mais ses décisions ne sont pas contraignantes.

La SC ne peut fonctionner qu'à certaines conditions :

1. Que tous les États s'accordent sur qui est l'agresseur ;
2. Qu'ils soient prêts à agir, à prendre des risques;
3. Que l'agresseur ne soit pas trop fort.

Ex : le conflit russo-ukrainien. L'argument de Trump est qu'un soutien total à l'Ukraine mènerait à la guerre mondiale. C'est aussi l'argument de Poutine. Joe Biden hésitait déjà pour cette raison à soutenir l'Ukraine au-delà de certaines limites.

On peut penser à la diplomatie des sanctions, pratiquée par les Occidentaux.

Le risque existe aussi que les défenseurs de la SC s'érigent en défenseurs du bien, et qu'ils diabolisent leurs ennemis.

Une approche aristotélicienne fondée sur la prudence, et une critique de l'idéalisme wilsonien.

## Les leçons de science politique :

1. Refuser une conception moralisatrice des RI.
2. Agir en fonction des conséquences concrètes.
3. Préférer la limitation de la violence.

La formule de Wilson

La mise hors la loi de la guerre, dans le pacte Briand-Kellogg, ou le principe de la sécurité collective posent un problème fondamental que nous examinerons dans un autre chapitre, à savoir : est-il possible de concevoir et de réaliser un système juridique qui assure effectivement la sécurité des États et enlève à ceux-ci le droit de se faire justice eux-mêmes ? Mais un fait est certain : entre les deux guerres, un tel système n'existait et n'avait aucune chance d'exister.

Les mêmes auteurs que nous citons plus haut écrivent : « Les efforts pour mettre la guerre hors la loi ont abouti au monument suprême de la futilité humaine, le pacte Briand-Kellogg. » Et ailleurs : « La présence ou l'absence de moyens institutionnels pour assurer le respect des principes juridiques détermine si un système de droit existe ou non. Les tribunaux municipaux ont la possibilité de faire appel à l'aide de la police, ou, si c'est nécessaire, à toute la force armée de l'État, pour aider à l'exécution de leurs sentences. Le bras politique du gouvernement est obligé de soutenir le processus légal. Et un système municipal de droit qui n'est pas soutenu par la coopération du corps politique ne subsistera pas. L'assertion selon laquelle le pacte de la S.D.N. et le pacte de Paris ont mis les guerres d'agression hors la loi semble excessive quand on la mesure aux réalités de la société internationale de l'époque. C'étaient des expressions de « wishful thinking », non des lois.

Il ne serait pas facile, en fonction du critère ici posé, de déterminer les normes du droit international qui méritent d'être tenues pour proprement juridiques. Mais, sur le sujet du pacte Kellogg-Briand, la conclusion me semble indiscutable : ni l'état moral de la communauté des nations ni les institutions internationales ne donnaient un fondement à la mise hors la loi de la guerre. Qui s'imaginait garantir la paix en déclarant la guerre contraire aux lois ressemblait à un médecin qui s'imaginerait guérir les maladies en les déclarant contraires aux aspirations de l'humanité.

Projetée sur la politique entre les nations telle qu'elle est, la condamnation de la guerre d'agression en tant que telle comportait les difficultés traditionnelles d'application. Si, pour maintenir le statu quo et prévenir l'attaque prévisible du III<sup>e</sup> Reich, la France avait pris l'initiative en 1933, elle aurait peut-être été formellement coupable d'agression (en 1936, cette initiative aurait pu être présentée comme la sanction juridique de la violation du traité de Locarno), mais cette agression aurait eu un objectif limité et conservateur. En revanche, le jour où l'Allemagne, réarmée, prenait l'initiative, elle visait à modifier le statu quo mais, violant les traités, elle n'était pas pour autant coupable moralement si le statu quo était injuste. En d'autres termes, il est difficile de condamner, moralement ou historiquement, l'initiative du recours à la force pour deux raisons : cette initiative peut être le seul moyen de prévenir une attaque, à échéance mortelle ; aucun tribunal, jugeant en équité, n'est en mesure de dire quels changements pacifiques s'imposent et d'imposer le respect de ces décisions.

De même, si l'on se donne par la pensée un système d'États militairement autonomes, il faut supposer de multiples circonstances pour que le principe de la sécurité collective soit applicable. Il faut d'abord que les États s'accordent sur la détermination de l'agresseur, donc ou qu'ils soient disposés à souscrire au statu quo en tant que tel ou qu'ils portent en équité le même jugement sur les actes des États en conflit. Un État ayant été reconnu unanimement agresseur, en droit et en équité (l'Italie par exemple), il faut que les autres États se sentent suffisamment intéressés à la sauvegarde de l'ordre juridique pour accepter les risques et les sacrifices éventuels en vue d'un intérêt qui n'est pas étroitement national et qui est leur intérêt tout au plus à long terme (si l'on suppose que tous les États, non parties au conflit, sont intéressés à la sauvegarde de l'ordre juridique). Enfin, il faut admettre que la coalition des États, unis contre l'agression, est à tel point supérieure en force à l'État coupable que celui-ci n'a d'autre issue que la capitulation ou un combat désespéré. Si l'État agresseur est, à lui seul, aussi fort que la coalition des États défenseurs du droit, la sécurité collective entraîne la généralisation d'une guerre peut-être susceptible d'être limitée ou localisée, elle risque de déboucher sur la guerre générale et totale. Si nombre d'États refusent d'assumer les charges qu'entraînent les sanctions contre l'agresseur, la sécurité collective paralyse les alliances défensives sans les remplacer par une alliance universelle.

La critique de l'illusion idéaliste n'est pas seulement pragmatique, elle est aussi morale. La diplomatie idéaliste glisse trop souvent au fanatisme, elle divise les États en bons et mauvais, en pacifiques (*peace-loving*) et belliqueux, elle imagine une paix définitive par la punition des premiers et le triomphe des seconds. Croyant rompre avec la politique de puissance, elle en exagère les méfaits. [...]

Les États, engagés dans une compétition incessante dont leur existence est l'enjeu, ne se conduisent pas tous de même manière, en tout temps, mais ils ne se divisent pas, une fois pour toutes, en bons et en méchants. Il est rare que tous les torts soient d'un côté, qu'un camp soit pur. Le devoir premier – politique mais aussi moral – est de voir la politique entre les nations telle qu'elle est, afin que chaque État, légitimement préoccupé de ses intérêts, ne soit pas entièrement aveugle aux intérêts des autres. En ce combat douteux, où les titres des parties ne sont pas équivalents mais où rarement une des parties n'a aucun tort, la conduite la meilleure – la meilleure par rapport aux valeurs que l'idéaliste lui-même veut accomplir – est celle que dicte la prudence. Être prudent, c'est agir en fonction de la conjoncture singulière et des données concrètes, non par esprit de système ou par obéissance passive à une norme ou à une pseudo-norme, c'est préférer la limitation de la violence au châtiement du prétendu coupable ou à une justice dite absolue, c'est se donner des objectifs concrets, accessibles, conformes à la loi séculaire des relations internationales et non des objectifs illimités et peut-être dépourvus de signification, tels « un monde où la démocratie serait en sécurité » ou « un monde où la politique de puissance aurait disparu ».

Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962. Pages 570-572.

autrement dit, Aron recommande de renoncer aux illusions.